



**GOUVERNANCE  
DU SECTEUR PARAPUBLIC :  
ENTREPRISES  
ET ETABLISSEMENTS PUBLICS**

# **Gestion financière des entreprises publiques, reddition des comptes et risques budgétaires**

**FRSP03**

**PARIS**

**2 SEMAINES**

**OPTION 1 : 4 900 € <sup>(1)</sup> / OPTION 2 : 6 160 € <sup>(2)</sup>**

**du 28/09/2026 au 09/10/2026**

**Concernant les coûts :**

**(1) :** L'option 1 comprend les frais pédagogiques et les frais annexes, la fourniture d'un kit pédagogique incluant un ordinateur portable et/ou une tablette numérique, la pause-café, la participation aux frais de déjeuner, les activités culturelles et touristiques, les déplacements en région parisienne et les services organisation et logistique de l'équipe CIFOPE.

**(2) :** L'option 2 comprend, en plus de tous les éléments de l'option 1, l'hébergement et le petit déjeuner pendant toute la durée de la formation (7, 14 ou 21 nuits maximum). Les repas du soir et autres dépenses personnelles nécessaires ne sont pas pris en compte.

**CIFOPE**  
EXPERTISE ET FORMATION

[www.cifope.fr](http://www.cifope.fr)

PARIS • DUBAÏ • MONTRÉAL • CASABLANCA • DAKAR • JEDDAH

## Gestion financière des entreprises publiques, reddition des comptes et risques budgétaires

### OBJECTIFS

- Appréhender le rôle déterminant des entreprises publiques dans la mise en œuvre des politiques publiques de développement.
- Définir une politique d'information pour les entreprises publiques.
- Permettre à l'État de se comporter en actionnaire actif et éclairé.
- Définir les mandats et objectifs des entreprises publiques et en suivre l'exécution et la réalisation.
- Instaurer des systèmes d'information pour suivre, contrôler et évaluer les entreprises publiques.
- Entretenir un dialogue avec les organes de contrôle interne et externe de l'État

### • THÈME ET MODULES PÉDAGOGIQUES

- **ENTREPRISES PUBLIQUES (CLASSIFICATION ET FONCTION)** : Comprendre les différents types d'entreprises publiques, leurs missions et leurs modèles économiques afin de clarifier le périmètre du portefeuille de l'État.
- **SUIVI DES ENTREPRISES (CADRE INSTITUTIONNEL, OUTILS ET PROCESSUS)** : Organiser le dispositif de suivi (instances, rôles, circuits d'information) et utiliser des outils structurés de reporting et d'alerte.
- **STRATEGIE DE L'ETAT ACTIONNAIRE** : Définir une stratégie actionnariale explicite (objectifs, priorités sectorielles, attentes vis-à-vis des EP) et la décliner en lettres de mission et contrats d'objectifs.
- **ANALYSE DES ETATS FINANCIERS DES ENTREPRISES PUBLIQUES** : Lire, interpréter et comparer les états financiers des EP pour apprécier leur situation économique, leurs risques et leurs besoins d'appui.
- **PERFORMANCE ET RESULTATS DE L'ETAT ACTIONNAIRE (MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE)** : Fixer des cibles de performance financières et non financières, suivre leur atteinte et apprécier l'efficacité globale de la politique actionnariale de l'État.
- **LES RAPPORTS ANNUELS SUR LA GESTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES (CONTENU, PROCESSUS D'ELABORATION, DIFFUSION ET ACCESSIBILITE)** : Concevoir et produire des rapports annuels consolidés sur les EP (contenu, indicateurs, analyses) et organiser leur validation, diffusion et accessibilité au public.

### POUR QUI ?

Parlementaires, Administrateurs et personnels des entreprises publiques, Conseillers des administrations et entreprises publiques, Agents publics chargés de la promotion de l'intégrité et de lutte contre la corruption, Fonctionnaires des ministères des finances et chargés du Portefeuille de l'Etat, Membres de corps de contrôle interne et magistrats financiers

### POURQUOI CHOISIR CETTE FORMATION ?

- Cycle structuré couvrant gouvernance, performance, intégrité et reporting, avec un fil conducteur orienté résultats concrets pour l'État actionnaire.
- Modules alignés sur les meilleures pratiques internationales et les réformes récentes de la gouvernance des entreprises publiques.
- Nombreux exemples, études de cas et outils directement transposables dans les administrations et entreprises publiques.
- Cycle conçu pour renforcer immédiatement les compétences stratégiques et analytiques des cadres en charge du portefeuille public.